

«L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.»

ÉDITION 2015

# La Commune

Mensuel de l'organisation *La Commune - Pour un Parti des Travailleurs*  
membre du courant international *Mouvement socialiste des travailleurs (IVe internationale)*

n° 99

Octobre 2015  
2,50 euros

## CODE DU TRAVAIL

77<sup>e</sup> édition

*Hollande-Valls-Macron contre nos acquis :*

# Défendre le Code du travail dans l'unité !

Laïcité : la loi de 1905 en danger, lire p-6

Syrie : victimes et bourreaux, lire pp 8-9

Grèce : une victoire à la Pyrrhus, lire pp 10

Catalogne : bilan des élections du 27 septembre, lire p11

## L'actualité en quelques brèves

### Le Maire prend une douche froide

Un agent de la mairie de Cachan (Val-de-Marne) a été convoqué vendredi 25 septembre par sa hiérarchie pour avoir, en avril dernier, autorisé un SDF à venir prendre une douche dans des locaux réservés au personnel d'un parking municipal. Morano dit que les SDF sont sales, Le Bouillonnet, qui, au grand jamais, ne dirait de telles saletés, les empêche de se laver. Il s'apprêtait donc à sanctionner cet agent territorial mais le tollé qu'a suscité cette convocation a fait l'effet d'une douche froide au bouillonnant Le Bouillonnet qui a dû renoncer à cette sanction ubuesque.

### Hollande, Valls, pas racistes ?

Le racisme par les chiffres. Selon un graphique diffusé par Mediapart, en 1994, près de 13500 personnes ont été expulsées des squats et bidonvilles où ils avaient trouvé abri. Dont plus de 9000 en Ile-de-France. Cette vague d'expulsions qui visent en particulier les roms n'en finit pas. En à peine un mois ont été « démantelés » les bidonvilles de Vitry, Saint Denis et celui de la petite ceinture ferroviaire de Paris, au pourtour de la capitale.



### Des miettes pour les réfugiés

Grand seigneur, Hollande a annoncé le « débloqué » de 100 millions pour les réfugiés. Faisons les comptes : pour les 24000 réfugiés que Hollande consent royalement à accueillir sur le sol hexagonal, sur deux ans, cela fait 173 euros par mois et par réfugié. 5 euros et 76 centimes par jour. Et, il faudrait faire contre infortune, bon cœur !

### La CGT et les partis institutionnels

De nouveau, le principe de représentativité des confédérations ouvrières est remis en cause. Par de grands spécialistes de la question syndicale comme Sarkozy. C'est, comme qui dirait, le mégot qui se fout du cendrier. A bon droit, Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT (sur Europe 1, le 30 septembre 2015) leur rétorque : "la CGT à elle toute seule a plus d'adhérents que l'ensemble des partis politiques réunis en France. Donc qu'ils s'occupent de leurs affaires".



### La valse des tartuffes

Ce 1er octobre, Valls s'exprime sur la Syrie :

*"Nous savons bien qu'il faut une solution politique, diplomatique, qui intègre l'opposition modérée et des éléments du régime pour pouvoir avoir une transition qui permette à la Syrie de sortir de ce drame, mais cette solution ne peut pas passer par Bachar Al-Assad, chacun peut bien le comprendre »."Il est responsable de cet exode, de la crise des réfugiés, mais il est d'abord responsable de la mort de 200 000 Syriens, tués, gazés, dans des conditions effroyables. C'est un régime qui a torturé."*

C'est un régime qui torture, ce qui serait acceptable si la France lui vendait des armes, comme à l'Arabie Saoudite, par exemple. C'est aussi un régime avec lequel la France pourrait s'allier s'il consentait à mettre El Assad au placard. Capito ?

Source : <http://www.francetvinfo.fr/>

### La petite télégraphiste de Poutine

Télégraphiste n° 1 : Sans surprise, Marine Le Pen ( qui désire que Poutine continue à verser son obole aux bonnes œuvres du FN) qui dit : "Il n'y a pas d'autre moyen si on veut éradiquer l'Etat islamique que de s'associer dans le cadre d'une large coalition avec Bachar el-Assad pour mener à bien ce processus d'élimination de l'Etat islamique qui représente le danger majeur, le danger premier, non seulement pour les Syriens mais aussi pour les pays autour et accessoirement pour nos pays européens" (1er octobre 2015)

### Le chiot volé au SDF au nom de « la cause animale »

Le responsable de l'association « Cause animale », aidé de plusieurs adhérents avait volé le chiot d'un SDF Roumain pour venir prétendument en aide au pauvre animal.

Ce responsable a été laissé libre à l'issue de la garde à vue et s'est engagé à ramener le chiot à Paris pour le rendre à son maître. Une enquête avait été ouverte le 25 septembre après la diffusion d'une vidéo montrant un chiot arraché à un SDF par des personnes se présentant comme des défenseurs de la cause animale

Cette vidéo, postée sur Youtube par un internaute "sous le choc", avait suscité l'indignation sur les réseaux sociaux. **Une pétition réclamant que l'animal soit rendu à son maître**, a recueilli plus de 160.000 signatures vendredi soir. La scène, filmée le 19 septembre devant le Forum des Halles à Paris, montre un homme arrachant de force un petit chien à un SDF, plaqué par terre. Depuis quand en effet les SDF auraient-ils droit à des animaux de compagnie ? Et puis quoi encore, un toit ?



## Editorial

### SOMMAIRE

	Pages
• Editorial.....	3
• Chronique d'une chute de régime..	4
• La Commune communique.....	5
• Laïcité.....	6
• Les nôtres.....	7
• Syrie.....	8
• Grèce.....	10
• Etat espagnol.....	11
• Argentine.....	12
• Palestine.....	13
• Théorie.....	14

### ABONNEMENT

Nom, prénom : .....

.....

Adresse : .....

.....

Code postal, ville : .....

.....

Onze numéros : 26 €

Abonnement de soutien : 40 € ou plus

Chèques à l'ordre de : **ADIDO**

A retourner avec le présent bulletin (ou copie) à :

**ADIDO**  
8, rue de la Forêt Noire  
34 080 MONTPELLIER

## Renouer avec le syndicalisme lutte de classe

**A**ux usines Smart, la direction a organisé un référendum proposant aux salariés, sur la base d'un chantage à l'emploi, de travailler 39 heures payées 35. La proposition de la direction est passée avec 56% de voix mais la répartition n'est pas anodine : 74% des cadres ont voté pour mais 61% des ouvriers ont voté contre. Et pour cause : si votre patron vous proposait de travailler 39 heures, payées 35, pour 120 euros brut de plus, c'est-à-dire, selon un délégué syndical, 17h33 supplémentaires de travail tous les mois pour seulement 5,19 euros net de l'heure, que voteriez-vous ?

N'est-il pas évident que les directions syndicales nationales doivent réagir à une telle escroquerie afin qu'elle ne soit pas généralisée par le MEDEF ?

Qu'ont-elles fait à ce jour ? Une vague protestation locale, CGT-CFDT et basta. A Air-France, c'est pire encore, si c'est possible. La direction veut imposer aux pilotes de faire 100 heures de plus à l'année, avec le même chantage aux emplois. Le syndicat majoritaire des pilotes, le SNPL, appelle, à fort juste titre, à la grève.

Est-il soutenu par les syndicats nationaux ?

Rien du tout. Qu'on en juge : Le SNPL, qui a refusé le plan de la direction d'Air France, fait, selon Berger, le dirigeant de la CFDT, du "syndicalisme qui part en vrille", qui pratique "un syndicalisme corporatisme, qui ne prend pas du tout en compte l'intérêt de la majorité, de la totalité des salariés d'Air France".

De son côté, Jean-Claude Mailly (FO) n'est pas en reste et demande au SNPL d'être "plus solidaire". Tandis que Manuel Valls, en stéréo avec ces deux là, en appelle à sa "responsabilité".

Bref, le SNPL est fortement invité à accepter pour ses pilotes les 100 heures annuelles de plus sous peine d'être responsable de provoquer 3000 suppressions de postes.

Franchement, que penser de tous ces salariés qui ne sont pas « réalistes », qui n'acceptent pas les besoins des patrons de baisse des salaires, du « travailler plus pour gagner moins » ?

De son côté, le gouvernement, par Macron interposé, s'en prend ouvertement au Code du travail, jugé obsolète et au tout autant « vieillot » Statut de la Fonction publique. Deux attaques frontales, brutales, majeures contre nos acquis.

### Une énième « journée d'action »

Que font les directions syndicales ? Elles appellent, CGT, Sud-Solidaire et FO à une énième « journée d'action » le 8 octobre, avec « grèves, actions décentralisées et manifestations ». Elles auraient l'objectif de laisser passer toutes ces attaques contre les salariés qu'elles ne s'y prendraient pas autrement. Briser l'offensive contre les travailleurs ne peut avoir qu'un sens : appeler à la mobilisation unie par le Tous ensemble dans la grève générale. Le reste n'est que du vent. Du vent et du pipeau à l'image de l'orientation du NPA qui appelle à « fédérer les luttes », (quelles luttes ?) comme si le problème était « technique » et qu'il résidait dans une meilleure organisation, fédération des « luttes ». Bien pratique pour se taire sur la politique de trahison des appareils de la part de ces anticapitalistes pour jours de fête qui passent leur temps dans les jupes des appareils bureaucratiques.

Il n'y a pas d'autre chemin que de dire la vérité aux salariés et de renouer avec un syndicalisme de combat, de lutte de classe. Il est temps, plus que temps.

**Pedro Carrasquedo,**  
4 octobre 2015

## Chronique d'une chute de régime

# Et Bécassine se changea en Ma Dalton...

**Ces dernières semaines, les médias semblaient n'avoir qu'un mot à la bouche : migrant. Eh oui, la France va mal et le monde ne tourne pas rond : invasions migratoires et réchauffement climatique. Entre deux brèves ou pas-brèves sur les migrants : islam, islamisme, civilisation judéo-chrétienne. De quoi faire oublier la « réforme du marché du travail », l'extension du chômage, l'explosion de la précarité et du mal-logement, les menaces sur le statut des fonctionnaires.**

**E**n mal de Zemmour, les médias sortent un nouveau lapin de leur chapeau : celui qui pousse des cris d'Onfray, un nouveau philosophe dont on ne sait plus, à force d'éclectisme, qui il est. « de gauche », « de droite » ? Cet homme est un héros de la plume, il a terrassé Sartre, Freud et quelques autres, en enfonçant bien des portes ouvertes (L'affreux Freud expérimentait sur lui la cocaïne ! Diantre !). Génie sans bouillir, il a découvert « le capitalisme libertaire », une simple réactualisation des idées de Pierre-Joseph Proudhon, qui, il est vrai, datent un peu...

Ainsi va la crise d'ensemble du régime finissant, elle produit des imposteurs de toute sorte : des Mélenchon, des Montebourg et des Marine Le Pen, des Dupont-Aignan et, dans un autre registre, des BHL, des Onfray ou des Fourest. Toutes nos excuses pour celles et ceux que nous aurions oublié, ici. Besancenot, entre autres ...

### **Caroline Fourest attaque Jeremy Corbyn**

Avant de passer à l'ordre du jour, nous ne pouvons manquer d'accorder une mention spéciale à Caroline Fourest qui prépare un master d'Islamophobie. Cette féministe-antilibérale - « militante des droits de l'homme » s'en est prise à Jeremy Corbyn, accusé de complaisance à l'égard de « l'intégrisme » et de l'antisémitisme. Déjà remarquée pour sa faculté à tricoter des tissus de mensonges et son sens inné de l'affabulation, ses calomnies à l'encontre du nouveau leader du Labour Party britannique ont promptement été déjouées. Corbyn est un homme politique issu de la social-démocratie qui évolue vers la gauche, qui se prononce pour la République en Angleterre, qui prend fait et cause pour la



Caroline Fourest

Palestine, et non un « frondeur » de pacotille. Ce qui lui vaut les foudres de beaucoup de monde. Cameron en tête. Fourest, en queue. Dans cette débauche d'imposture, de fiel et de «contre-révolution culturelle», les frasques verbales de Nadine Morano aurait pu passer inaperçues. En effet, lorsqu'elle a débité des âneries morveuses sur les réfugiés, personne n'avait rien trouvé à y redire. Mais, lorsqu'elle parle de la « France de race blanche », soudain, elle devient infréquentable.

### **Quand de Gaulle inspire Morano**

En fait, elle a commis un crime de lèse-majesté. Ce qu'on lui reproche, ce n'est pas cette saillie en tant que telle mais d'avoir exhumé, presque au mot près, le discours raciste prononcé par de Gaulle, le 5 mars 1959 affirmant : « nous sommes un peuple européen de race blanche ». Ce qu'on lui reproche, c'est son désir de se présenter à la primaire de l'Officine « Les Républicains ». Sarko dont tout un chacun connaît l'antiracisme, celui-là même qui raillait les africains qui « ne sont pas entrés dans l'Histoire » tire profit de la saillie de Mo-



Nadine Morano

rano pour l'éjecter des régionales et l'isoler. Nous la plaindrons quand nous aurons le temps, elle, qui n'est ni plus ni moins raciste que Valls et ses « blancs » ou Copé et « ses pains au chocolat ». La voilà maintenant bien décidée à dézinguer Sarkozy. Bécassine se change en Ma Dalton. Voilà qui donne à la crise mortelle du régime une tournure tragi-comique.

Pour la gauche versaillaise, la tirade de Morano est une aubaine pour continuer à agiter le spectre d'une droite de plus en plus raciste aiguillonnée par une extrême droite toujours plus près de la porte du pouvoir. De Gaulle disait aux français « c'est moi ou le chaos », Hollande-Valls-Cambadélis disent « c'est nous ou le fascisme ».

### **Le Tous ensemble pour défendre le Code du travail**

Faux dilemme usé jusqu'à la corde qui peut encore abuser des bobos car, les gogos se font plus rares ces temps-ci. Le danger immédiat : c'est la réforme du Code du travail. Le danger immédiat, c'est ce gouvernement de va-t-en guerre acoquiné avec les pires dictateurs tels Erdogan ou le roi Saoudien qui décapite aussi vite et plus que Daesh. Le danger immédiat, c'est l'Union Européenne. Mais à la gauche de la gauche du PS, Filoche sonne le tocsin : « Macron démission ». Un remaniement ministériel qui permettrait au pauvre Macron de rejoindre Moscovici à Bruxelles. Pour faire quoi ? La même chose ! . Dans l'immédiat, il y a la nécessité du Tous ensemble, dans l'unité CGT-FO-FSU-Solidaires, ensemble pour : « pas touche au Code du travail »

Daniel Petri  
1er octobre 2015

## Congrès de la Confédération européenne des syndicats (CES)

### La Commune communique :

**La Confédération européenne des syndicats ou CES regroupe la plupart des organisations syndicales européennes. En 1999, la CGT, jusque là adhérente à la Fédération syndicale mondiale (FSM) rejoint la CES, ce qui constitue à nos yeux et à ceux de nombre de militants syndicalistes un renoncement à un regroupement syndical européen de référence à la lutte de classes. Le 29 septembre, la CES tenait à Paris son 13<sup>e</sup> congrès avec la présence de Hollande et Juncker. La CGT Archives est allée y diffuser un tract ci-dessous dénonçant cette présence.**

Le 13<sup>e</sup> Congrès de la Confédération Européenne des Syndicats (CES) va se tenir du 29 septembre au 2 octobre 2015 à Paris, salle de la Mutualité.

Parmi les 500 délégués présents, issus de 39 pays et de 90 organisations syndicales, 8 représenteront la Confédération Générale du Travail (CGT).

Ce Congrès, organisé quelques jours après les célébrations du 120<sup>e</sup> anniversaire de la création de la Confédération Générale du Travail (Congrès de Limoges, 23 septembre 1895), est placé sous le thème « d'une société juste, des emplois de qualité et les droits des travailleurs ».

A l'heure où l'Europe connaît plus de 23 millions de chômeurs, que les masses sont frappées par des politiques qui n'ont pour objectif unique que la restauration du taux de profit des capitalistes par la baisse généralisée du coût du travail, la casse systématique des droits et des acquis sociaux, la liquidation des retraites, la privatisation des services publics, les enjeux et les tâches du 13<sup>e</sup> Congrès de la CES sont immenses et importants pour le monde du travail et les classes ouvrières européennes.

Si toutes les classes ouvrières européennes sont durement frappées, la situation grecque illustre dramatiquement l'incapacité politique de la CES à défendre les intérêts matériels et moraux des travailleurs et de leurs familles. C'est un peuple tout entier qui est sacrifié, paupérisé sous l'effet des politiques nocives infligées par la Troïka - Union Européenne (UE), Banque Centrale Européenne (BCE) et Fond Monétaire International (FMI) -, institutions inféodées aux banquiers et aux patrons.



Bernadette Ségol, François Hollande et Jean-Claude Juncker

Là où le peuple grec voit en l'UE et ses institutions la cause de ses problèmes, la CES y voit la solution !

Le 7 juillet 2015, soit deux jours après la victoire à 61,50 % du « NON » au référendum populaire, les dirigeants de la CES ont signé (pour la France Laurent Berger, CFDT ; Philippe Martinez, CGT ; Jean-Claude Mailly, Force Ouvrière ; Philippe Louis, CFTC et Luc Béritte, UNSA) une lettre ouverte adressée aux chefs d'Etats et aux principaux responsables des institutions de l'UE. Ils écrivent : « C'est maintenant qu'il faut montrer ce que signifie être dans une Union européenne. Nous vous appelons à reprendre les négociations en bonne foi, avec l'objectif de trouver un accord socialement juste et économiquement soutenable avec le gouvernement grec. »

Les « négociations » et l'accord « socialement juste et économiquement soutenable » souhaité par la CES ont pris la forme, le 14 août, du « Troisième plan d'aide ». Ce plan, pire que les propositions rejetées le 5 juillet par référendum, prévoit en échange de nouveaux prêts pour un montant total de 86 milliards d'euros, une hausse de la TVA, une stagnation des salaires, une « réforme »

des retraites, l'accélération des privatisations, des coupes sombres dans les dépenses publiques et les budgets.

Après le supplice infligé aux masses grecques, la CES a décidé d'ouvrir la tribune de son 13<sup>e</sup> Congrès à François Hollande, à Jean-Claude Juncker, Président de la Commission Européenne, et à Martin Schulz, Président du Parlement européen. Par les décisions anti-ouvrières qu'ils nous imposent,

nous estimons que ces politiciens sont nos ennemis et qu'ils n'ont absolument rien à faire dans un congrès syndical.

Non, définitivement, le syndicalisme et la défense des intérêts matériels et moraux des travailleurs ne sont pas solubles dans l'UE des capitalistes et de ses institutions vautours. Que ce soit au niveau continental ou mondial, c'est pour préserver son indépendance et au fond sa liberté d'élaboration et d'action que la CGT doit prévoir sa sortie de la CES et de la CSI.

Paris,  
le 25 septembre 2015



## Laïcité

# Abrogation de la loi Debré

**Le mot « laïcité » est dans beaucoup de bouches de nos jours. Pourtant, comme bon nombre d'autres mots « à la mode », son sens est allègrement dévoyé, trahi, dénaturé. La France un pays laïque ? Alors que la loi de 1905 ne cesse d'être battue en brèche... Pas si sûr. Voici, en guise d'éclairage, l'éditorial du n°55 de Défense Laïque dont nous partageons intégralement les analyses.**

« Avec le pluralisme qu'institue la loi Debré, et des écoles privées qui remplissent une fonction de service public, bénéficient de fonds publics, mais conservent leur caractère propre, on est aux antipodes du juridisme laïque des fondateurs de l'école républicaine. », écrit Antoine Prost, ancien responsable du SGEN-CFTC dans son livre « *Éducation, société et politiques – 1992* ». Bien écrit, effectivement la loi Debré adoptée le 23 décembre 1959 par le parlement croupion de la V<sup>e</sup> République naissante et publiée le 31 décembre 1959 est la plus grave attaque portée contre la loi de séparation, elle est à la base de toutes les lois anti-laïques adoptées depuis par tous les gouvernements de droite comme de gauche.

C'est contre cette attaque à la loi de 1905 qui inscrit dans son article II : « *La République ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne aucun culte.* » que le CNAL (Comité National d'Action Laïque) répliqua par une campagne de pétitions et un rassemblement le 19 juin 1960 à Vincennes où 350 000 citoyens jureurs adoptèrent le serment suivant : « *Nous, délégués des pétitionnaires des communes de France représentant 10 813 697 Françaises et Français de toutes origines et de toutes opinions, ayant signé la protestation solennelle contre la loi scolaire de division du 31 décembre 1959, faisons le serment solennel, de manifester en toutes circonstances et en tous lieux notre irréductible opposition à cette loi contraire à l'évolution historique de la Nation ; de lutter sans trêve et sans défaillance jusqu'à son abrogation ; et d'obtenir que l'effort scolaire de la République soit uniquement réservé à l'École de la Nation, espoir de notre jeunesse.* » La loi Debré avait pour objectif de sauver financièrement un enseignement privé qui avait perdu beaucoup d'influence depuis les largesses de Vichy. Elle remplit totalement son rôle, 10 milliards sur le plan national et pour prendre l'exemple d'un département :



Michel Debré et Charles de Gaulle

**Sommes versées aux établissements scolaires sous contrat d'association pour le département de l'Hérault**

**Lycées (12) : en 2014 par la région Languedoc Roussillon**

Part matériel : 1 645 934 euros – Part personnel : 1 111 362 euros :  
Total : 2 757 296 euros

**Collèges : en 2015 par le Conseil Général de l'Hérault**

4 171 500 euros + 160 000 euros (collèges hors département) :  
Total : 4 331 500 euros

**Ecoles : 61 dans 33 communes**

En 2014/2015 : 11 778 élèves scolarisés soit 11,10 % des élèves scolarisés dans le 1<sup>er</sup> degré de l'Hérault. (Chiffres de l'IA)

Agde (2) 785,90 euros par élève – 262 490,60 euros Béziers (8) 448,55 euros par élève – 878 260,90 euros Frontignan 120 150 euros OGEC

Lunel 258 euros par élève – 99 846 euros

Montpellier (16) 515 euros par enfant  
1348 élèves Maternelle : 694 220 euros  
2218 élèves élémentaire : 1 142 270 euros  
Total : 1 836 490 euros

Sète (4) 654,50 euros par élève – 407 753,50 euros

Au total pour 46 écoles sur 61 : 4 009 515,40 euros. ( Il manque les écoles de Baillargues, Bédarieux, Canet, Cazilhac, Clermont l'Hérault, Fabrègues, Ganges, Marsillargues, Pézenas(2), Pignan, St André de Sangonis, St Jean de Fos, St Pons de Thomières et Villeveyrac.)

Somme détournée de l'enseignement public au profit des lycées, collèges et écoles privées sous contrat d'association du département de l'Hérault : 10 610 851,40 euros.

Fidèle au serment de Vincennes, l'ACDL affirme : les fonds publics doivent être réservés à la seule école publique, l'école laïque et pour ce faire abrogation de la loi Debré ! L'ACDL soutient l'appel à manifester le 5 décembre lancé par la Libre Pensée.

Jean-Paul Cros,  
le 13 septembre 2015

## Les nôtres

# Hommage à Balazs Nagy, dit Michel Varga

**Le révolutionnaire hongrois et militant trotskyste Balazs Nagy (Michel Varga) est décédé à 88 ans à Carmaux, le 23 août dernier.**

**Le nom de Balazs Nagy ne dit pas grand chose aux jeunes générations. Pourtant, il fut un acteur essentiel de la Révolution hongroise des conseils ouvriers en 1956 et à ce titre un courageux combattant antistalinien. Il fit partie des quelques 200.000 réfugiés qui passèrent à l'Ouest pour fuir la répression au moment de l'invasion de la Hongrie par les chars du Kremlin venus écraser la Révolution hongroise. Hommage au trotskyste, au révolutionnaire.**

Pedro Carrasquedo



chirent dans une crise mêlant intérêts d'appareil, insultes, huissiers, violences et questions politiques réelles.

### Les méthodes staliniennes dans un parti trotskyste...

Nagy eut ainsi l'honneur de subir le premier le sort que bien d'autres subiront ensuite dans ce courant politique. (Charles Berg, Stéphane Just, Langevin, Panthou, Pierre Broué, Vincent Présumey, Pedro Carrasquedo, Jean-Paul Cros, Antonio, Corbière...) Il n'en perdit pas ses convictions révolutionnaires et continua sur ce chemin jusqu'à sa mort. (D'après le site « Arguments pour la lutte sociale »)

### Dans les brigades internationales en Yougoslavie

Balazs Nagy est né en 1927 sur la terre sablonneuse de la puszta hongroise, au sud de Budapest. En 1944 il est déjà à 17 ans dans les premiers maquis communistes qui accueillent l'Armée rouge. En 1946 il est volontaire dans les brigades de travail internationalistes en Yougoslavie, sur la reconstruction du chemin de fer Brcko-Banovici, en Bosnie. Dès 1949 le régime féroce stalinien de Rakozsi, importé de Moscou, jette les communistes d'intérieur, regroupés autour d'Imre Nagy, dans l'opposition. Balazs perd son poste, devient chauffeur camionneur, apprend à réparer le véhicule délabré dans la boue. Intellectuel

communiste promis aux plus hautes fonctions du parti, il apprend la vie ouvrière noire sur le tas et le mépris organique des bureaucrates communistes à l'égard de la classe ouvrière. Réintégré en 1955 avec la fraction réformiste d'Imre Nagy dans le parti, il est déjà l'été suivant dans l'aile des intellectuels du « cercle Petöfi » la plus proche des ouvriers.

### Les chars staliniens pour écraser la Révolution

Lorsque, après l'intervention des chars russes, Imre Nagy et son gouvernement se réfugient dans l'ambassade yougoslave, en attendant le résultat des palabres entre Khrouchtchev et Tito, Balazs sert de liaison entre le gouvernement en otage et le comité central de grève des ouvriers de bastion ouvrier de Budapest. Cette expérience directe du dévouement magnifique des ouvriers luttant à mort contre le mépris, la haine, la duplicité et la violence brutale de la bureaucratie l'a marqué pour toujours.

### La nature ouvrière de la Révolution hongroise

Le recueil des documents essentiels qui démontrent la nature ouvrière de la révolution hongroise est emporté dans l'émigration par Balazs, d'où est sorti le livre édité par EDI en 1966 avec Pierre Broué et Jean-Jacques Marie « Pologne-Hongrie 1956 ». A la demande de l'institut Imre Nagy de Budapest, Balazs a écrit ses souvenirs dans les années 90 (en hongrois), dédiés au dirigeant ouvrier principal du Comité central de grève Sandor Bali. Après 1989 il s'est installé avec sa femme Françoise à Iszak, sa région natale, mais les raisons de maladie grave les ont obligés de retourner après quelques années en France, auprès des médecins français.

(par un des compagnons de Varga : Radoslav Pavlović)

## Syrie

# Boureaux et victimes

**La guerre en Syrie est dorénavant plus longue dans sa durée que la guerre de 1914-18, d'Espagne de 36-39 et bientôt d'ex-Yougoslavie de 91-95. Depuis ce jour de mars 2011 où la police de la ville de Doree au sud de Damas a torturé des gamins ayant gribouillé des inscriptions hostiles à Assad et après que le chef local de la milice du dictateur a dit aux parents : « Oubliez vos enfants, faites-en d'autres ! », le pays est à feu et à sang.**

La Syrie est devenue le terrain où chaque puissance régionale ou internationale avance ses pions avec l'intention d'étendre sa sphère d'influence et de se servir de la situation pour monnayer des contreparties (exemple : la Russie au détriment de l'Ukraine via la position de Poutine en Syrie, renforcée par les frappes aériennes récentes qui épargnent Daech).

### Les impérialistes responsables directs de la situation

Avant de revenir sur ce point, il convient de rappeler que la situation globale au Moyen-Orient est ce qu'elle est parce que les grands impérialismes ont, par leur incursions et menées guerrières provoqué une déstabilisation d'ensemble, avec le soutien de Washington à l'Irak contre l'Iran entre 1980 et 88, puis l'invasion de l'Irak en 1991 et la guerre de rapines de Bush fils contre Saddam et surtout contre le peuple irakien à partir de 2003. Toutes causes auxquelles il faut ajouter le soutien unanime des impérialistes occidentaux à leur poulain Israël contre le peuple palestinien et des mêmes aux monarchies pétrolières du golfe, elles-mêmes sponsors de la première forme de barbarie incarnée actuellement par Daech et le vizir Erdogan en



Bachar el-Assad et Vladimir Poutine

Turquie contre le peuple kurde de part et d'autre des frontières autour desquelles celui-ci est écartelé.

### Assad et Poutine épargnent Daech

Que depuis un mois, les médias passent en boucle les images dramatiques du jeune garçon mort sur la plage de Bodrum (alors que les victimes des naufrages, y compris enfants par milliers depuis 2014 et par dizaines de milliers depuis 2000) apparaît forcément comme suspect. Tout se passe comme si les gouvernements dominants de l'U.E, et en particulier Merkel, les mêmes qui saignent sans fin le peuple grec, étaient brusquement devenus des humanistes.

Qui peut croire à une telle fable ? Il y a, en vérité un passage qualitatif de l'exode massif des réfugiés syriens. Il y a aussi l'intensification de la guerre dans laquelle Assad épargne Daech et massacre les civils et les restes de l'opposition armée. Et ce passage qualitatif permet à la bourgeoisie de l'U.E d'y voir une possible « ressource de l'ar-

mée des chômeurs », nourrissant encore les fantômes d'invasion et les discours de Le Pen en France, Sabri en Italie, Wilders aux Pays Bas etc.

### Pendant ce temps, Valls expulse à tour de bras

Ce qui n'empêche nullement Valls de continuer les expulsions à la petite semaine, martelant le discours classique sur le distinguo scandaleux entre « réfugiés » et « immigrants économiques », comme si les bombes en Syrie, en Irak et la guerre en Afghanistan, accordaient un plus en matière de droit d'asile par rapport à ceux qui fuient la dictature en Erythrée, la faim en Ethiopie, la guerre au Darfour et au Soudan du sud etc. Ou la misère tout simplement comme les Maliens, Sénégalais, Mauritaniens ou Maghrébins

Si l'un de ces gouvernements, ou celui d'Obama, avait vraiment voulu éliminer Daech, il avait tout loisir de commencer par Assad qui a lâché ses armes chimiques sur les habitants de Goutaa, à l'est de Damas en août 2013. Aucun ne l'a fait, et tels les frères Ripolin de l'ancienne publicité, chacun désigne son voisin. Et tous semblent redouter un affrontement avec Poutine, alors que tous savent que la stratégie du Kremlin n'a pas les moyens d'une véritable confrontation.

Chacun mesure ce qu'il fait pour gagner au moyen de ce conflit par belligérants





## Syrie

interposés. On voit l'Arabie Saoudite et les émirats qui envahissent le Yémen au sol pour écraser les Houthis soutenus par l'Iran, et évitent d'en faire autant contre leur créature l'Etat Islamique.

### Les seuls à lutter contre Daech sont les Kurdes

Les seuls à lutter contre Daech sont les kurdes, dont l'emblématique PKK est classé terroriste sur liste noire par Washington. Tous les impérialistes seraient prêts à négocier un départ d'Assad tout en conservant les autres piliers du régime, « solution » qui vise au statu quo, confortable pour Poutine qui garderait ainsi la base navale de Tartus sur la façade méditerranéenne de la Syrie, confortable aussi pour Obama et consorts, qui savent ce que coûterait une invasion terrestre, confortable pour Hollande qui approuve la proposition d'Erdoğan d'une zone frontière protégée ( donc évacuée par les Kurdes) permettant de mettre à genoux ceux qui luttent pour



Combattants du PKK

l'indépendance kurdes Dans ce billard à bandes multiples, le peuple syrien, composante kurde et arabe incluse, est le seul martyr, avec plusieurs milliers de morts en trois ans et demi.

### Des papiers pour tous !

Que ceux qui luttent à la fois contre Assad et Daech aient le droit de se procurer tout l'armement nécessaire pour en finir ! Que ceux qui geignent devant l'arrivée massive de réfugiés en Europe

songent au fait que le petit Liban et la petite Jordanie en hébergent 10 fois plus ! Qu'on en finisse avec les discriminations entre réfugiés ! Droit à la vie pour tous ! Des passeports et des papiers pour tous ! Que ceux qui magouillent pour sauver Assad et (ou) son régime se souviennent que la chaîne révolutionnaire qui a secoué le joug des tyrans du Proche et Moyen Orient depuis 2011 n'est pas interrompue et que, si la Syrie est le territoire d'une guerre affreuse, c'est parce que l'élan ré-

volutionnaire du peuple en 2011 n'a pas été soutenu par les vautours qui affichent leur prétendu attachement à la découverte à la démocratie et aux droits des peuples !

Et que tous se souviennent de la célèbre formule romaine : « La roche tarpéienne est proche du Capitole » !

Mohand Kebaïli,  
le 21 septembre 2015

### « La France, pays de race blanche » : de Gaulle, père idéologique de Le Pen, Chirac, Valls, Sarkozy, Ciotti, Morano...

Extraits d'un discours du général de Gaulle du 5 mars 1959 cité par Alain Peyrefitte, ministre gaulliste sous le gouvernement Pompidou en 1974 dans son livre : « Le mal français » :

*« C'est très bien qu'il y ait des Français noirs, des Français bruns, ils montrent que la France est ouverte à toutes les races et qu'elle a une vocation universelle. Mais à condition qu'ils restent une petite minorité. Sinon, la France ne serait plus la France.*

*Nous sommes quand même avant tout un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine et de religion chrétienne. Qu'on ne se raconte pas d'histoire, les musulmans, vous êtes allés les voir ? Vous les avez regardés avec leurs turbans et leurs djellabas ? Vous voyez bien que ce ne sont pas des Français. Ceux qui prônent l'intégration ont une cervelle de colibri. Essayez d'intégrer de l'huile et du vinaigre. Agitez la bouteille. Au bout d'un moment, ils se sépareront de nouveau. Les arabes sont des arabes, les Français sont des Français. Vous croyez que le corps français peut absorber dix millions de musulmans, qui demain seront vingt millions et après-demain quarante ? Si nous faisons l'intégration, si tous les arabes et les berbères d'Algérie étaient considérés comme des Français les empêcheriez-vous de venir s'installer en métropole, alors que le niveau de vie y est tellement plus élevé ?  
Mon village ne s'appellerait plus Colombey-les-Deux-Eglises, mais Colombey-les-Deux-Mosquées. »*

A noter que De Gaulle ne parle pas de civilisation judéo-chrétienne, mais "de culture grecque et latine et de religion chrétienne".

## Grèce : élections législatives du 20 septembre 2015

# Victoire à la Pyrrhus pour Tsipras

**Incapables de rompre avec l'UE et ses institutions, donc incapables de mettre un terme définitif à l'austérité et à la misère, Tsipras et Syriza sont allés de reniements en trahisons systématiques. Jusqu'à transformer le « Non » populaire du référendum du 5 juillet - et ses 61 % en un « Oui » aux plans d'ajustement capitalistes. Le 14 août, les députés adoptaient le « troisième plan d'aide ». Syriza y perdait sa majorité, 43 de ses 149 députés s'abstenant ou votant contre. Le 20 août, Tsipras annonçait sa démission et la tenue d'élections anticipées le 20 septembre.**

**D**ans un pays où le vote est obligatoire, l'abstention record est le fait politique majeur de ce scrutin. Totalisant près de 43,50 %, l'abstention est en hausse de 7,30 % par rapport aux législatives de janvier 2015. Là où certains voient la « lassitude des électeurs », appelés aux urnes pour la troisième fois en 8 mois, nous voyons, nous, la démonstration que les masses se sont détournées massivement de Syriza comme de tous les partis inféodés à l'UE et à la Troïka.



Aléxis Tsípras

### Syriza ne pèse que 19,57% de l'électorat

Ainsi, la « victoire » de Syriza avec 35,46 % des voix, est plus que relative. En effet, soulignons qu'entre janvier et septembre 2015, Syriza perd 14,30 % de ses voix, soit 320 160 suffrages, pendant que son allié au gouvernement, l'ANEL (extrême-droite), perd 92 948 voix, soit 31,70 % de son électorat, et comptabilise 3,69 %. Même sanction pour le principal parti d'opposition Nouvelle Démocratie (droite conservatrice) qui perd 192 610 voix, soit 11,20 % de son électorat et recueille 28,10 % des suffrages. Le parti de centre-droit TO POTAMI perd 151 702, soit près de 41 % de son électorat, et obtient 4,09 % voix. Les pro-nazis d'Aube Dorée perdent 8 866 voix, soit 3 % de leur électorat, et totalisent 6,99 % des suffrages. Les staliniens du KKE perdent 35 506 voix, soit 11 % de leurs électeurs, et recueillent 5,55 % des suffrages. Seul le PASOK (sociaux-démocrates), laminé lors des précédents scrutins (2012-2015),



Panagiotis Lafazanis

gagne 51 908 voix et totalise 6,28 % des suffrages.

Au total, Syriza pèse en réalité 19,57 % du corps électoral ; ANEL, 2,03 % ; Nouvelle Démocratie, 15,50 % ; Aube Dorée, 3,85 % ; PASOK, 3,46 % ; KKE, 3,06 % ; TO POTAMI, 2,25 %. La composition du Parlement sous l'ère du gouvernement « Tsipras 2 » est la suivante : 145 sièges pour Syriza (-4) ; 10 sièges pour l'ANEL (-3) ; 75 sièges pour Nouvelle Démocratie (-1) ; 18 sièges pour Aube Dorée (+1) ; 17 sièges pour le PASOK (+4) ; 15 sièges pour le KKE (=) ; 11 sièges pour TO POTAMI (-6).

### Echec d'Unité populaire, scission de Syriza

Enfin, il faut noter l'échec cuisant du nouveau parti Unité Populaire, né de la scission à gauche de Syriza, qui reste à la porte du Parlement. Dirigé par Panagiotis Lafazanis, ancien ministre de l'environnement, de l'énergie et de l'industrie dans le gouvernement Tsipras 1, Unité Populaire recueille 155 242 voix, soit 2,86 % des suffrages (et 1,57 % du corps électoral) contre les 3 % requis pour obtenir un siège. Les masses n'ont pas oublié que Lafazanis

et ses séides ont directement participé à la trahison de Syriza et ont compris qu'on ne refait pas du neuf avec du vieux !

Evidemment, la réélection de Tsipras n'a pas fait hurler la bourgeoisie et sa presse. Au contraire. Les capitalistes sont sûrs d'avoir trouvé en SYRIZA un partenaire stable et apte à assurer la continuité de la politique dictée par la Troïka. Cette assurance est d'autant plus forte que 86 % de la représentation parlementaire est issue d'un parti qui a voté pour l'adoption du troisième plan d'aide !

### Tsipras félicité par Hollande et Juncker

A l'annonce des résultats, Jean-Claude Juncker, Président de la Commission, donne le ton : « *la Grèce doit désormais mettre en place les réformes dans les temps* », tandis que Jeroen Dijsselboem, Président de l'Eurogroupe, se dit « *prêt à travailler en étroite collaboration avec les autorités grecques et à continuer d'accompagner la Grèce dans ses efforts de réforme ambitieuse* ». François Hollande prédit, lui, que « *la Grèce va connaître une période de stabilité avec une majorité solide* ».

Pour la porte-parole de Syriza, Olga Gerovassili, « *Ce sera un gouvernement d'un mandat de quatre ans avec une majorité parlementaire forte, qui mettra en œuvre le programme qu'il a promis. Il poursuivra les négociations difficiles avec les créanciers, conscient que ce sera le début d'une bataille* ».

D'une bataille contre qui ? Contre la classe ouvrière et les masses grecques ! Contrairement au pari pris par Hollande, il est évident que la réélection à la Pyrrhus de Tsipras ne règlera pas la situation et n'empêchera pas la lutte des classes de s'intensifier encore. A suivre.

Wladimir Susanj,  
le 23 septembre 2015

## Etat espagnol : après les élections catalanes

### Le début de la fin

**La campagne électorale pour désigner le Parlement croupion catalan commencée avec une déclaration du ministre de la Défense suggérant l'intervention de l'armée si la Generalitat de Catalunya n'obtempérait pas aux injonctions du Tribunal Constitutionnel espagnol, s'est terminée par un appel au dialogue du Président de la Generalitat, Artur Mas, aux partisans du non à l'indépendance. Analyse.**

L'avalanche de déclarations déversées par les candidats de Junts pel Sí, la coalition formée par Convergència Democràtica de Catalunya (CDC) et Esquerra Republicana de Catalunya (ERC), jurant leur indéfectible fidélité au serment de proclamer l'indépendance au bout des 18 mois estimés nécessaires pour mener à bien le processus d'installation d'un nouvel Etat à compter du scrutin du 27 septembre est vite passée aux pertes et profits.

#### La Generalitat s'apprête à négocier

Comment, en effet dialoguer avec un pouvoir qui ne reconnaît même pas la Catalogne comme nation et menace de faire intervenir l'armée à la moindre dérogation constitutionnelle. Il faut se rappeler à cet égard le comportement de la Generalitat de Francesc Macià et Lluís Companys dirigée en octobre 1934 par ERC également. Elle préféra se soumettre à l'Etat central au lieu de soutenir la grève générale qu'elle réprima avec férocité au lieu de faire appel à la classe ouvrière pour se défendre contre l'Etat oppresseur espagnol. Retenons de cet épisode que les contradictions entre bourgeoisie centrale et régionale sont insignifiantes par rapport au conflit majeur entre la bourgeoisie et le prolétariat.

#### La peur de la classe ouvrière avant tout

Aujourd'hui, c'est encore la peur de la classe ouvrière qui contraint la Generalitat de M. Mas et Oriol Junqueras à radicaliser son discours. Les contradictions se manifestent déjà avec la réunion d'une centaine de partisans de Junts pel Sí de Barcelone pour célébrer leur victoire mais aussi pour exprimer leur déception à la vue d'un scrutin médiocre par rapport à leurs attentes. L'alliance CDC-ERC obtenant moins de voix en effet que lors des élections de 2012 où ils concouraient séparément. On peut donc affirmer sans crainte que

la Generalitat s'apprête à négocier comme toujours avec le gouvernement de la monarchie. Mariano Rajoy l'a d'ailleurs bien compris qui vient de répondre à Artur Mas, se déclarant prêt à dialoguer au lendemain même des élections, ajoutant « mais pas sur l'unité de l'Espagne » On attendra donc la suite de ces échanges lénifiants. Mas annonce d'ailleurs des difficultés pour continuer le processus d'indépendance affecté par la perte de voix de sa coalition, et le Tribunal Supérieur de Justice de Catalogne vient d'inculper Mas pour la consultation du 9 novembre 2014, ce qui ne lui permet plus d'atteindre la majorité absolue, pourtant indispensable selon sa propre feuille de route, la coalition arrivant à peine à 48% des voix même avec le renfort très conditionnel de la Candidature d'Unitat Popular (CUP).

#### Podemos défend le consensus avec la monarchie

De son côté, Pablo Iglesias, de Podemos intégrant Sí que es Pot, a défendu sans complexe le consensus avec la monarchie. Il a déclaré sans ambages: "Nous ne voulons pas que vous quittez l'Espagne, mais la décision vous appartient, c'est pourquoi nous défendons le droit à décider." Ce qui nie manifestement le droit à l'autodétermination des peuples qui n'ont que faire de la bienveillance d'un Etat prison de peuples. Après ces propos condescendants, les électeurs potentiels de Sí que es Pot ont boudé les urnes significativement -perte de 2 députés de cette coalition rassemblant Iniciativa per Catalunya, Esquerra Unida i Alternativa et Podemos

#### La CUP refuse Artur Mas comme Président de la Generalitat

La CUP qui défend la proclamation de l'indépendance sans attendre la fin du processus établi par l'Assemblée nationale catalane et Artur Mas a recueilli



Artur Mas

plus de 300000 voix en mettant en avant un programme anti-austérité et anti-corruption. Elle serait décisive comme force d'appoint de Mas et Junqueras. Pour cela elle devrait d'abord accepter d'investir Mas comme Président de la Generalitat alors qu'elle le rejete comme étant un corrompu avéré (il est inculpé pour escroquerie) et exige son remplacement par un dirigeant consensuel qui proclamerait la sécession unilatérale sans attendre la fin du processus.

Mais au lendemain du scrutin elle écarte déjà son appui à Junts pel Sí estimant que la sécession est désormais impossible.

#### Effondrement du PP au pouvoir et du PSOE

L'Histoire s'accélère et les piliers de la monarchie, Parti Populaire et Parti Socialiste s'enlisent inexorablement. Podemos se délitant aussi, tous entraînent derrière eux une monarchie à la merci de forces centrifuges imparables. C'est donc à la classe ouvrière que reviendra la tâche de résoudre la question nationale. Elle devra la mener à terme en éliminant le premier obstacle, la monarchie, par ses propres méthodes, celles de la lutte de classes avec ses mots d'ordres : À bas la monarchie, République ! Auto-détermination des peuples catalan, basque, galicien et des îles canaries ! Pour l'Union des républiques socialistes libres de la péninsule ibérique !

Domingo Blaya,  
29 septembre 2015

## Argentine

# Elections municipales à Cordoba

**Le 13 septembre, la ville de Cordoba la deuxième d'Argentine avec 1 million 400 000 habitants a élu son maire et son conseil municipal. L'Union Civique Radicale a gagné ces élections avec 32% des voix et son candidat Mestre a été élu maire de la ville, tandis que le candidat de l'actuelle Présidente de l'Argentine, Cristina Kirchner, s'est retrouvé avec 2,35% des voix, en septième position juste derrière la candidate du MST. Quant à eux, les candidats du FIT et du MAS ont perdu 63% et 85% des voix qu'ils avaient obtenu lors des élections, du mois de juillet, au poste de Gouverneur. Retour sur une victoire électorale.**

Le désintérêt face à la troisième consultation électorale de l'année et l'indigestion par rapport aux candidats des vieux partis furent la marque d'une brève campagne, où le vide du « marketing » des principaux candidats fit disparaître le nécessaire débat politique sur le modèle de ville nécessaire pour Cordoba.

### Seul le MST a augmenté ses voix

Semblable à la majorité des élections de cette année, les voix se sont portées sur les principaux candidats. Les quatre premiers rassemblant à cette occasion 89% des suffrages. Les quatre listes de gauche passent de 14,26% aux élections de gouverneur à 6,85% à ces élections municipales, seul le MST a augmenté ses voix de 33%.

La dispersion de l'opposition et le soutien du Gouverneur au candidat de l'UCR sont les clés du triomphe insolite d'un maire qui fut le responsable de la pire gestion municipale de ces dernières décennies.

Des services publics paralysés, une ville fortement endettée, une équipe municipale entachée de nombreux cas de corruption et d'une fièvre de privatisations rejetée par la société, sont les raisons pour lesquelles 70% des habitants de



Ramón Javier Mestre

Córdoba se sont refusé à voter pour le maire actuel.

### Le FIT a payé cher son sectarisme

Embarqué dans une campagne centrée sur le rejet du reste de la gauche, se proclamant « l'unique gauche », le FIT a payé cher son sectarisme. Les chiffres ne laissent pas de place aux différentes interprétations, la gauche sectaire a connu un recul très important. Dirigée par le FIT qui a perdu 41 000 voix, soit 63% de son capital, par rapport à l'élection de juillet. Le MAS n'a pas connu un meilleur résultat, perdant 85% des suffrages qu'il avait obtenus deux mois plus tôt.

Dans le cadre du rétrécissement de l'espace à gauche, le résultat du MST a été meilleur par rapport aux trois autres listes, il est le seul qui a vu son nombre de voix augmenter de 30%.

L'insistance à diviser, défendue avec force par le candidat tête de liste du FIT, n'a pas seulement empêché une représentation de la gauche au conseil municipal mais a donné une place plus importante au MST. Loin d'une nécessaire remise en cause, le candidat du FIT a insisté dans des émissions de radio en déclarant qu'« il a eu raison de ne pas faire alliance avec le MST », car il « a des méthodes différentes des nôtres et n'a pas fait d'autocritiques ». Ainsi pour s'unir avec le FIT il faut demander

pardon pour penser différemment. Elargissement et démocratie, zéro.

### La nécessaire unité à gauche

Si l'on compare les résultats des élections de juillet et de septembre, le nombre de voix séparant le FIT (un bloc électoral de trois partis) et le MST est passé de 49 098 à 3 470 démontrant que la nécessité d'unité à gauche est partagée par de

plus en plus de personnes.

Le MST a disputé la première place au FIT dans tous les quartiers les plus populaires de la ville. Avec le mot d'ordre « une ville qui défend les services publics », le MST a fait un pas très important, avançant dans son implantation et touchant des milliers d'habitants de Córdoba. Le développement du MST ne s'est pas fait seulement sentir en terme de votes, mais surtout par l'ouverture de nouveaux locaux permis par l'accroissement du nombre de militants.

Paul Dumas,  
25 septembre 2015

FIT : Front de gauche et des travailleurs (Bloc électoral regroupant trois partis)  
MST : Mouvement Socialiste des Travailleurs  
MAS : Mouvement pour le socialisme

**MST**  
**NUEVA IZQUIERDA**  
Movimiento Socialista de los Trabajadores



Daniel Giacomino (le maire précédent)

## Palestine

# Israël : balles contre cailloux

*Le régime sioniste amplifie la répression contre le peuple palestinien. Lâches assassinats, soldats abattant celles et ceux qui leur paraissent suspects, sans qu'ils soient le moins du monde inquiétés par la justice sioniste. Emprisonnements arbitraires sans chef d'inculpation ni procès, détentions répétées à la durée laissée au bon désir du tortionnaire. Confiscations arbitraires des terres palestiniennes au profit des colons tueurs d'enfant. Mais la résistance continue.*

**R**iham Dawabsha, la mère du petit Ali Dawabsha âgé de 18 mois qui a été brûlé dans l'incendie criminel de sa maison dans le village de Douma le 31 juillet, est morte de ses blessures le dimanche 6 septembre à l'hôpital Tel Hashomer de Tel-Aviv, après avoir lutté pour sa vie pendant plus d'un mois. Après l'incendie qui a finalement tué toute la famille, les autorités israéliennes avaient arrêté un certain nombre de colons extrémistes. A ce jour ils ont tous été relâchés et les autorités d'occupation n'ont arrêté aucun auteur de l'attaque. Mais comme le rapporte Yesh Din, représentant d'un groupe israélien de défense des droits de l'homme, seules 1,9 % des plaintes déposées par des Palestiniens trouvent une suite judiciaire.

### Hadeel, 18 ans, abattue lâchement

Hadeel Al-Hashlamoun, âgée de 18 ans, est abattue par des soldats israéliens à un checkpoint pendant qu'elle répondait aux injonctions des soldats. La version officielle serait que la jeune fille aurait tenté de poignarder son assassin. Toutefois les déclarations d'un militant européen qui était sur place démontrent le contraire. Il déclare au New-York Times que Hadeel avait simplement ouvert son sac à la demande d'un soldat pour qu'il puisse l'inspecter. Quand elle a ouvert son sac, il a commencé à crier « Arrêtez ! Arrêtez ! Ne bougez pas ! Ne bougez pas ! » A ce moment là, elle a essayé de lui montrer ce que son sac contenait, mais le soldat a tiré sur elle une première fois, puis une deuxième, avant que plusieurs soldats viennent et tirent sur elle. Elle est morte sur place en se vidant de son sang. Au-

cun soldat n'est à ce jour, inquiété par ce crime.

### Affrontements violents à la mosquée Al-Aqsa

Assaut et profanation de la mosquée Al-Aqsa par le ministre de l'Agriculture et des colons sous la protection et le soutien de l'armée d'occupation. La volonté des sionistes est de chasser les Palestiniens de ce lieu qui est considéré comme un des trois lieux saints de l'Islam. Le gouvernement sioniste a publié un décret spécial afin de limiter et dans l'objectif final d'interdire l'accès de cette mosquée aux Palestiniens. Pour répondre à ce décret scélérat, deux organisations Mourabitoun Et Murabat ont organisé une occupation des lieux et une explication pacifique à la population et aux touristes du caractère illégal du décret. Le dimanche 13 septembre, l'assaut est donné sur la base des recommandations de la police et du Shin-Bet. Il est d'une violence rare, plusieurs dizaines de Palestiniens sont blessés après que les soldats ont tiré des grenades assourdissantes, des grenades de

mée de tirer à balles réelles sur les lanceurs de pierres. Plus besoin de masquer la vérité sur un meurtre puisque la loi l'autorise.

### Rétentions administratives et grèves de la faim

La rétention administrative pratiquée par l'état sioniste permet d'enfermer pour un temps indéterminé des palestiniens sans inculpation ni procès sur la base de preuves secrètes (sic). Actuellement 480 palestiniens sont emprisonnés au titre de la rétention administrative. Soixante-dix détenus administratifs ont rejoint le mouvement de boycott des audiences des tribunaux militaires. Le mouvement qui ne cesse de prendre de l'ampleur est justifié par le fait que 85 % des détentions sont renouvelées, que 137 ont vu leur détention prolongée trois fois de suite, et que certains Palestiniens ont passé plus de dix ans cumulés en détention administrative. Pour sa part Nidal Abu Aker a passé 15 ans en détention. Les revendications des grévistes sont claires : abrogation de la politique et de la loi de détention administrative, création d'une commission internationale pour examiner la question des dossiers secrets, libération de tous les détenus, garantie sur la disparition de la détention administrative et rejet et abrogation de la loi sur l'alimentation forcée. Les grévistes appellent tous les démocrates à soutenir leur mouvement et à mettre en place toutes les initiatives de soutien. A nous en effet de faire entendre leur voix.



gaz et des balles en acier entourées de caoutchouc. Les jeunes Palestiniens n'ont que des pierres pour répondre aux casques lourds, mais c'est encore trop. Le gouvernement israélien donne l'autorisation, après ces affrontements, à l'ar-

**Francis Charpentier,**  
le 27 septembre 2015

## Théorie, Trotsky :

# Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste

**La question du syndicat a souvent été traitée par les révolutionnaires car elle revêt une importance essentielle au niveau historique (construction de la classe ouvrière, de sa conscience pour soi) ainsi qu'au plan du combat militant. La compréhension de la nature même des syndicats, leur « tendance naturelle » est primordiale pour ne pas perdre de vue les tâches qui sont les nôtres en nous laissant manger, « absorber » par la bureaucratie syndicale ou désespérer et lui abandonner ce terrain-là.**

La question du syndicat a souvent été traitée par les révolutionnaires car elle revêt une importance essentielle au niveau historique (construction de la classe ouvrière, de sa conscience pour soi) ainsi qu'au plan du combat militant. La compréhension de la nature même des syndicats, leur « tendance naturelle » est primordiale pour ne pas perdre de vue les tâches qui sont les nôtres en nous laissant manger, « absorber » par la bureaucratie syndicale ou désespérer et lui abandonner ce terrain-là.

Dans cette courte brochure (4 pages) que Trotsky rédige en août 1940, quelques jours avant sa mort (il est assassiné le 21 août), il expose plusieurs points nous donnant des clefs pour comprendre ce que sont intrinsèquement les syndicats, la place qu'ils tiennent l'enjeu dont ils sont l'objet et termine sur la nécessité de n'en pas s'en détourner pour autant, en nous donnant les mots d'ordre pour y poursuivre la lutte. Le contexte historique est celui de la décadence impérialiste, qui débute en 1914 et dont le déclenchement de la 2ème guerre impérialiste en 1939 est un nouvel exemple.

### La tendance à l'intégration à l'État

La première chose que nous dit Trotsky est que l'ensemble des syndicats, dans le monde entier, ont tendance à l'intégration aux appareils d'Etat. C'est une caractéristique inhérente à tous les syndicats quelle que soit leur base idéologique.

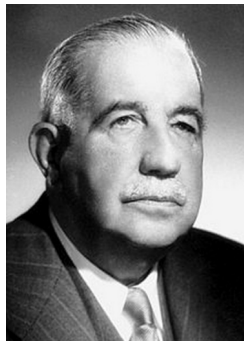
Cette « tendance à s'intégrer à l'Etat » résulte « des conditions sociales communes pour tous les syndicats ». Les conditions sociales communes sont liées à la phase impérialiste dans laquelle se trouve alors (et encore aujourd'hui) le capitalisme. C'est de cela dont il parle quand il évoque le « capitalisme monopolisateur » ou « l'adversaire capitaliste centralisé » contrôlant la vie économique



au même niveau que l'État, il s'agit de concentration du capital, les banques, les trusts ou les cartels. Ces grands groupes, nationaux à l'origine, (les grandes multinationales se développent après la 2ème guerre mondiale) ont un besoin accru de leur Etat pour soutenir le capital national et augmenter leur taux de profit dans un cadre extrêmement concurrentiel.

Cette réalité est encore plus visible aujourd'hui avec la bataille que se livrent les grands groupes (les multinationales) à l'échelle mondiale : que fait Macron avec sa loi pour le grand patronat ? Qui va vendre les rafales pour Dassault en Egypte ? Etc., on peut remplir des pages.

Citons Trotsky : « Aux yeux de la bureaucratie du mouvement syndical, la tâche essentielle consiste à " libérer " l'Etat de l'emprise capitaliste en affaiblissant sa dépendance envers les trusts et en l'attirant à lui. Cette attitude est en complète harmonie avec la position sociale de l'aristocratie et de la bureaucratie ou-



Léon Jouhaux

vière qui combattent pour obtenir quelques miettes dans le partage des surprofits du capitalisme impérialiste. »

### La recherche permanente à l'adaptation au capitalisme

Ainsi, bien loin du terrain politique de la lutte des classes, la bureaucratie syndicale recherche l'adaptation constante au capitalisme, l'aménagement de l'exploitation et non plus sa

destruction, ce qui renforce sa position d'interlocuteur privilégié aux yeux de l'État avec le soutien de « l'aristocratie et la bureaucratie ouvrière », c'est-à-dire, ceux qui, sur la base d'une situation matérielle supérieure au reste de la classe ouvrière, cherchent à conforter et augmenter leurs positions sociales et économiques.

Si l'on possède une claire compréhension de la nature de l'État (un « pouvoir spécial de répression d'une classe contre une autre », un instrument au service exclusif des classes dirigeantes en tous temps et en tous lieux) on comprend aussi que le rôle des dirigeants syndicaux est, s'ils veulent se maintenir, d'encadrer, d'encamisoler les travailleurs pour devenir un rouage dans le contrôle des masses.

### De trahisons en trahisons

Et là les exemples sont beaucoup trop nombreux pour citer toutes les trahisons des bureaucraties syndicales : le ralliement des syndicats à l'« union sacrée » en 1914 (Jouhaux, secrétaire de la CGT, qui avait alors bien joué son rôle ne partit pas à la guerre mais fut nommé commissaire à la nation...), les grandes grèves révolutionnaires de 1936 trahies par le même Jouhaux (encore une fois récom-

## Théorie, Trotsky :

pensé en étant admis dans le CA de la banque de France) et surtout le PCF, à nouveau la trahison face aux grèves insurrectionnelles de 1945...Ainsi, de Gaulle appuie sa politique de reconstruction de la bourgeoisie sur les organisations syndicales présentes au sein du CNR. Il en est de même sur les accords de Grenelle de 1968 qui brisent la grève générale, le sabotage du formidable mouvement de grève contre le plan Juppé de 1995 (retraites et sécurité sociale), celui des grèves contre la réforme des retraites de 2010, etc.

Ces exemples ne concernent que la France mais cette même tendance est identique partout ailleurs dans les pays capitalistes ainsi que coloniaux ou semi-coloniaux. Avec des conditions historiques différentes, le sort des syndicats est d'être placés « sous tutelle de l'État ou [d'être] soumis à une cruelle persécution ».

### Serviteurs de l'Etat bourgeois

Dans cette situation, les syndicats dirigés par les réformistes ou les staliens (1), ne peuvent que coopérer avec l'État (au service de sa bourgeoisie nationale) et finir par le servir pour continuer à exister.

Dans les pays où comme en France, la principale organisation de masse de la classe ouvrière est la CGT, très tôt contrôlée par le stalinisme, la bureaucratie s'y développe d'autant mieux. Trotsky en résume parfaitement les conséquences : « la direction de la CGT est l'agence la plus directe et la plus ouverte du capitalisme impérialiste français ».

Devant un antagonisme qui semble indépassable puisque les organisations syndicales ne servent pas les intérêts de leur classe mais ceux de la bourgeoisie dont elles ramassent les miettes, faut-il pour autant renoncer à y militer, à s'y investir ?

### Disputer les syndicats aux bureaucrates...

Trotsky nous répond non, au contraire, ce serait une faute. D'abord, parce que malgré la bureaucratie qui dirige les syndicats, ceux-ci conservent une base sociale prolétarienne, de par leur origine et leur histoire. « Il est nécessaire de conduire la lutte sous toutes ces conditions concrètes qui ont été créées par le développement précédent, y compris les



Marc Blondel (FO) et Louis Viannet (CGT) en novembre 1995

fautes de la classe ouvrière et les crimes de ses chefs ». Ensuite parce que « ils ne peuvent pas être plus longtemps réformistes, parce que les conditions objectives ne permettent plus de réformes sérieuses et durables ». L'analyse que Trotsky fait en 1940 trouve un écho particulièrement intelligible aujourd'hui : tant qu'il y avait des miettes à partager, la lutte pour l'amélioration immédiate des conditions de vie pouvait faire illusion que les organisations syndicales se trouvaient du côté des travailleurs mais aujourd'hui, la classe ouvrière subit des reculs sans précédent, reculs qui touchent également l'ensemble de l'aristocratie ouvrière (cadre, ingénieur, enseignant etc.). Les forces productives ont cessé de croître : les progrès de l'humanité ne servent plus à l'amélioration de sa condition mais les poussent dans la misère. Mais qu'on ne se leurre pas, les bureaucraties syndicales iront jusqu'au bout de leur asservissement et leur opposition aux luttes qui peuvent menacer le pouvoir et sa bourgeoisie sera de plus en plus déterminé.

### ...Et« Les renforcer et accroître l'esprit de lutte »

Elle est d'autant plus grande que l'enjeu « reste la lutte pour influencer la classe ouvrière ». Et les mots d'ordre pour cette lutte sont l'indépendance complète et inconditionnelle des syndicats vis à vis de l'État capitaliste et la démocratie ouvrière dans les syndicats. Trotsky l'explicite davantage dans *le programme de transition* (1938) « Ils [les militants révolutionnaires] prennent une part active à la vie des syndicats de masse, se préoccupent de les renforcer et d'accroître leur esprit de lutte. Ils luttent implacablement contre toutes les tentatives de soumettre les syndicats à l'État bourgeois et de lier le

prolétariat par "l'arbitrage obligatoire" et toutes les autres formes d'intervention policière, non seulement fascistes, mais aussi « démocratiques ». C'est seulement sur la base de ce travail, qu'il est possible de lutter avec succès à l'intérieur des syndicats contre la bureaucratie réformiste, et en particulier contre la bureaucratie stalinienne. »

Le syndicat reste un des outils de la lutte pour la révolution prolétarienne. Nous devons continuer à nous y battre sur le terrain de la lutte des classes et convaincre les militants honnêtes. Et pour cela, une claire et juste compréhension de la nature même de l'organisation syndicale dans laquelle nous militons est indispensable. Bien comprendre que le réformisme et la bureaucratisation, dans nos pratiques quotidiennes, guettent n'importe quel militant car la tendance à la conciliation et à l'atonie, dans ces organisations, est puissante. Le seul moyen d'y échapper est justement de bien la comprendre, pour la combattre et de ne jamais perdre de vue la lutte de classes, c'est-à-dire l'intérêt général de la classe ouvrière.

Julie Charmaillaux,  
15 septembre 2015

Et aussi :

<https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1940/08/19400800.html>

(1) Les syndicats réformistes sont historiquement liés à la social-démocratie, ce qui n'est pas le cas des syndicats staliens comme la CGT, (historiquement liée à la couche bureaucratique stalinienne de l'URSS, fossoyeurs du mouvement ouvrier,) même si tous deux mènent une politique d'adaptation à la bourgeoisie c'est-à-dire qu'ils acceptent et défendent le principe de la propriété privée des moyens de production, socle du capitalisme.

Rédacteur en chef : Paul Dumas

**Comité de rédaction :** Francis Charpentier, Daniel Petri, Wladimir Susanj, Pedro Carrasquedo, Paul Dumas, Rémi Duteil, Isabelle Foucher, Zdenek Zavladiil, Jérôme Lefaure, Julie Charmoillaux, Txomin Ravachol, Jenofa Serbielle, Pierre-Yves Chiron, Domingo Blaya, Mustafa Diakité, Ada Degert, Garledji Makélélié, Gabriel Rodriguez, Jean-Baptiste Carrier, Mohand Kebaïli.

**Directeur de publication :**

Pedro Carrasquedo



Léon Trotsky

Commission paritaire en cours

Imprimerie spéciale

\*  
\* \*

La Commune du prolétariat parisien, en 1871, n'a pas cessé de nourrir de ses leçons le mouvement ouvrier international. Karl Marx et Friedrich Engels seront amenés à corriger le Manifeste du Parti Communiste en précisant dans la préface de 1872 : « *La Commune, notamment, a fourni la preuve que la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession de la machine politique existante et la mettre en marche pour la réalisation de ses propres buts.* »

C'est ainsi que la Commune de Paris, premier gouvernement ouvrier et paysan, démontrera aux yeux du monde la capacité de la classe ouvrière à prendre en main sa propre destinée et, par là même, à lutter pour l'émancipation de l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression capitalistes.

Notre revue s'inscrit pleinement dans cette continuité révolutionnaire, celle qui amènera Léon Trotsky à lutter pour la IV<sup>e</sup> Internationale.

*« Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. »*

Trotsky, Programme de transition

**ADIDO, BP82, 94003 Créteil**

(ADIDO, association loi 1901,  
édite le mensuel La Commune)

**courrier électronique :**

**[lacommune@lacommune.org](mailto:lacommune@lacommune.org)**

**<http://www.lacommune.org>**